



L'emploi rebondit, la construction sourit

Toujours légèrement en retrait du mouvement de reprise observée en France depuis début 2015, les indicateurs économiques des Hauts-de-France sont orientés positivement au deuxième trimestre 2017. L'emploi salarié marchand rebondit après un à-coup en début d'année, porté par les services marchands, l'intérim et la construction. Dans ce secteur, la hausse de l'emploi confirme la reprise observée depuis début 2015 dans la délivrance de permis de construire et la mise en chantier de logements neufs. Le rebond de l'emploi salarié marchand reste cependant timide et ne permet pas un nouveau recul du taux de chômage qui se stabilise à 11,7 % au deuxième trimestre. La fréquentation touristique demeure un peu en retrait de la cuvée exceptionnelle de 2016 et la création d'entreprises montre des signes d'essoufflement.

Grégoire Borey, Véronique Bruniaux, Julien Marache

Embellie de l'emploi après un à-coup en début d'année

Au deuxième trimestre 2017, l'emploi salarié du secteur principalement marchand des Hauts-de-France est en légère hausse (+ 0,2 %), prolongeant la tendance observée depuis deux ans. Ainsi, 2 400 emplois ont été créés ce trimestre, ce qui porte à 7 300 et 15 700 le nombre de créations sur un et deux ans.

Progression de l'emploi dans les services marchands et la construction

Les services marchands portent la croissance de l'emploi régional (+ 0,4 % soit 2 300 emplois). Les principaux secteurs porteurs sont l'hébergement restauration (+ 0,8 %) et les services aux entreprises (+ 0,8 %).

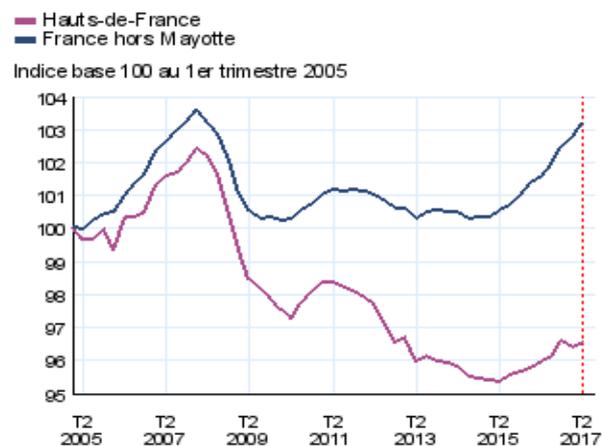
Dans la construction, le redressement de l'emploi observé au premier trimestre se confirme (+ 0,3 % après + 0,1 % et - 0,4 %). Ce sont les premiers signaux encourageants depuis début 2012. L'emploi dans ce secteur progresse fortement dans l'Oise (+ 0,9 %). À l'inverse, l'Aisne est le seul département de la région à continuer de perdre des emplois dans la construction (- 1,2 %).

L'emploi dans l'industrie reste orienté à la baisse (- 0,3 % comme au premier trimestre). Dans celui du commerce, l'évolution reste stable (0,0 % après - 0,2 %).

Légère hausse de l'emploi intérimaire

L'intérim rebondit de + 1,1 % au deuxième trimestre après une baisse de 5,1 % début 2017. L'intérim crée ainsi 700 missions supplémentaires au deuxième trimestre, confortant la progression de l'emploi marchand.

1 Évolution de l'emploi salarié marchand

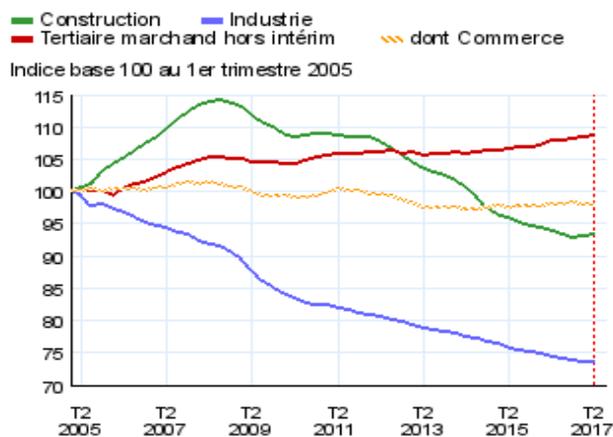


Champ : emploi salarié hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoos-Urssaf, Dares, Insee.

2 Évolution de l'emploi salarié marchand



Champ : emploi salarié hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee.

L'intérim augmente plus fortement dans le Pas-de-Calais (+ 6,5 %) et l'Aisne (+ 4,2 %) confortant ainsi la progression de l'emploi total dans ces deux départements (+ 0,5 %). À l'inverse, le secteur intérimaire est quasiment stable dans l'Oise et la Somme. Dans ces départements, la progression de l'emploi total est plus modérée (respectivement + 0,2 % et + 0,1 %). Dans le Nord, l'emploi est stable, le recul de l'emploi intérimaire (- 1,8 %) limitant la progression des services marchands (+ 0,5 %).

3 Évolution de l'emploi intérimaire



Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee

Le taux de chômage se stabilise

Le taux de chômage régional se stabilise à 11,7 % au deuxième trimestre après une baisse marquée au premier trimestre (- 0,4 point). Il suit une tendance mesurée en France métropolitaine, où le taux de chômage se maintient à 9,2 % au deuxième trimestre consolidant son recul de début d'année.

Ce mouvement de stabilisation s'observe dans la plupart des départements de la région (Aisne - 0,1 point, Nord + 0,0 point, Oise - 0,1 point et Pas-de-Calais - 0,1 point). La baisse du taux de chômage est légèrement plus marquée dans la Somme (- 0,2 point).

Au niveau des zones d'emploi, la diminution la plus importante concerne la zone d'Abbeville (de 11,5 % à 11 %). Dans les autres zones d'emploi, le taux de chômage est stable ou en très légère baisse.

4 Taux de chômage



Note : données trimestrielles CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

La demande d'emploi reste stable

Fin juin 2017, 573 050 personnes inscrites à Pôle emploi étaient tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi (catégories A, B et C) dans la région, soit un niveau stable par rapport à mars 2017. Sur un an, la hausse est modérée (+ 0,3 %). Au deuxième trimestre, le nombre de demandeurs d'emploi augmente d'environ 1 % dans l'Aisne et l'Oise, alors qu'il diminue d'autant dans le Pas-de-Calais. Il est stable dans le Nord et la Somme. Au niveau national, le nombre de demandeurs d'emploi baisse de 0,4 % après plusieurs trimestres de forte hausse. Ainsi sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi augmente de 0,9 % en France.

Le nombre de demandeurs de moins de 25 ans en Hauts-de-France se stabilise au deuxième trimestre (+ 0,1 %), limitant la baisse sur un an à 4,8 %. Le nombre de demandeurs de plus de 50 ans poursuit sa progression, + 0,7 % au deuxième trimestre et + 4,1 % sur un an. Le nombre de demandeurs d'emploi de plus d'un an diminue par ailleurs de 1,5 % au deuxième trimestre. Au final, le chômage de longue durée concerne 49 % des demandeurs d'emploi, contre 44,7 % au niveau national.

Reprise en cours dans la construction

Après une phase de rattrapage en 2016, la conjoncture régionale demeure mieux orientée au deuxième trimestre 2017 qu'au niveau national.

Fin juin 2016, le cumul sur 12 mois du nombre de permis de construire de logements neufs délivrés s'établit à 29 900, en progression de 30 % par rapport à son niveau de juin 2016. Depuis 12 mois, la délivrance de permis de construire est deux fois plus élevée dans la région qu'en France métropolitaine (+ 15 %). En Hauts-de-France comme en France métropolitaine, le cumul sur 12 mois du nombre de permis de construire délivrés se rapproche des rythmes observés entre 2011 et 2013.

Le département de la Somme continue de se démarquer dans la région avec un rythme de délivrance de permis supérieur à ceux observés depuis 2008 (3 900 permis délivrés entre juin 2016 et juin 2017). Dans les autres départements, les rythmes se redressent depuis un an (entre + 20 % et + 35 % selon les départements), mais restent inférieurs à ceux de 2011-2013.

5 Évolution du nombre de logements autorisés à la construction

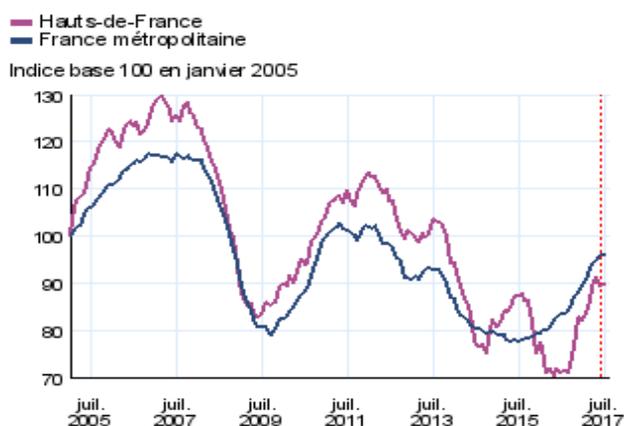


Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente le cumul des 12 derniers mois.

Source : SoeS, Sit@del2.

Le nombre de logements commencés durant les douze derniers mois continue de progresser au deuxième trimestre 2017. Il est en augmentation de 4 800 unités par rapport à son niveau du deuxième trimestre 2016 (+ 25 %). Au total entre juillet 2016 et juin 2017, 23 500 logements ont été mis en chantier.

6 Évolution du nombre de logements commencés



Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente le cumul des 12 derniers mois.

Source : SoeS, Sit@del2.

Dans le Nord, le nombre de mises en chantier se stabilisent à un rythme proche de celui en moyenne de long terme. Entre juillet 2016 et juin 2017, 11 200 logements ont été commencés dans ce département qui représente toujours près d'un logement commencé sur deux dans la région. Dans la Somme, le nombre de mise en chantier a progressé fortement (20 % entre juin 2016 et juin 2017). La reprise se fait plus timide dans l'Oise et le Pas-de-Calais (+ 13 % en un an) où le nombre de mise en chantier restent bien en deçà des niveaux atteints début 2012.

Au niveau national, le nombre de mise en chantier des douze derniers mois s'élève à 392 000 en juin 2017, soit 17 % plus haut que le niveau de juin 2016.

Une activité touristique en recul, un an après l'Euro de football

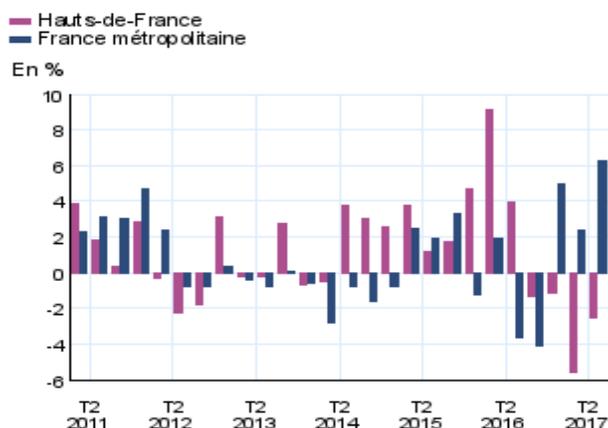
Au cours du deuxième trimestre de l'année 2017, l'activité hôtelière dans les Hauts-de-France a diminué de 2,5 % par rapport à la même période en 2016 (2,5 millions de nuitées vendues), mais demeure supérieure à son niveau des années précédentes.

Ce résultat régional s'explique par la baisse de la clientèle étrangère (10,1 %) qui était venue nombreuse en juin 2016, pour l'Euro de football. Ainsi, le nombre de nuitées de touristes anglais et allemands, est en repli respectivement de 23,8 % et 10,8 %. À l'inverse, les néerlandais et les belges ont davantage fréquenté les hôtels de la région (+ 10,8 %, + 9,7 %). Le nombre de nuitées de la clientèle française est stable (+ 0,6 %).

Au niveau départemental, le nombre de nuitées enregistrées dans les hôtels de l'Aisne (+ 5,5 %), de l'Oise (+ 2,8 %) et de la Somme (+ 2,1 %) augmente. À l'inverse, dans le Nord, les hôtels qui avaient pleinement profité de l'effet Euro en juin dernier, voient leur nombre de nuitées reculer (- 7,5 %).

Au niveau national, le nombre de nuitées est en hausse pour le troisième trimestre consécutif (+ 6,3 %), porté par la progression de la fréquentation française (+ 4,3 %) et internationale (+ 9,7 %).

7 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Note : données trimestrielles brutes. Évolution du nombre de nuitées du trimestre de l'année n par rapport au trimestre de l'année n-1.

Source : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE.

La création d'entreprises ralentit

Au deuxième trimestre 2017, le nombre de création d'entreprises a ralenti en Hauts-de-France (+ 1,2 % par rapport au deuxième trimestre 2016). Il s'établit à 32 900 unités sur les 12 derniers mois dont plus de 20 000 ne sont pas des micro-entreprises.

Ce ralentissement est porté par la nette contraction du nombre de créations de micro-entreprises sur un an (- 2,4 % en un an) mais également par le ralentissement de la création d'entreprises hors micro-entreprises (+ 3,6 % en un an après + 5,9 % au premier trimestre).

Ces évolutions sont comparables aux tendances nationales où 560 000 entreprises ont été créées durant les quatre derniers trimestres (+ 2,5 % sur un an).

8 Créations d'entreprises

■ Hauts-de-France hors micro-entr.
■ France métr. hors micro-entr.
■ Hauts-de-France y/c micro-entr.
■ France métr. y/c micro-entr.

Indice base 100 au 1er trimestre 2009



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Note : les créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et corrigées des variations saisonnières (CVS-CJO), les créations sous régime de micro-entrepreneur sont brutes. Données trimestrielles.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements – Sirene).

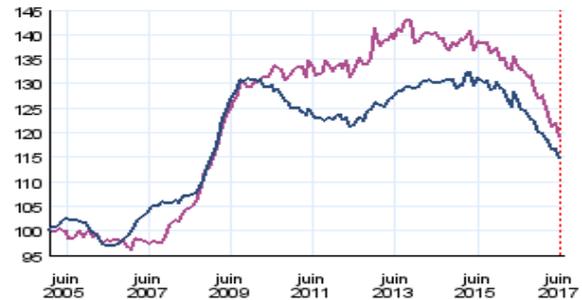
Au niveau départemental, la création d'entreprise est dynamique depuis un an dans l'Aisne et la Somme (+ 8 % et + 3 %) alors qu'elle recule dans les autres départements de la région.

Depuis début 2015, le nombre de défaillances est en repli sur la région en un an (- 10,8 %), comme au plan national (- 8,9 %). ■

9 Défaillances d'entreprises

■ Hauts-de-France
■ France métropolitaine

Indice base 100 en janvier 2005



Note : données mensuelles brutes au 24 août 2017, en date de jugement. Chaque point représente l'évolution du cumul des douze derniers mois.

Source : Fiben, Banque de France.

Avvertissement : à partir des résultats du premier trimestre 2017, les estimations trimestrielles d'emploi localisées commentées dans les notes de conjoncture régionale sont réalisées en partenariat avec l'Acosse et les Urssaf (champ hors intérim) ainsi que la Dares (sur l'intérim). La synthèse de l'ensemble des éléments est assurée par l'Insee. Parallèlement aux publications régionales de l'Insee, les Urssaf publient des StatUr notamment sur les effectifs salariés. Les niveaux publiés dans ces deux publications sont différents (emploi en personnes physiques pour l'Insee contre nombre de postes pour les Urssaf) en raison des écarts de champ et de concept. Sur le champ commun, les taux d'évolutions peuvent différer légèrement sur les échelons agrégés présentés dans les notes de conjoncture et les StatUr, compte tenu d'effets de composition liés aux écarts de niveaux.

Par ailleurs, l'introduction de la Déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises. Durant la phase de montée en charge de la DSN, des adaptations sont réalisées dans la chaîne de traitement statistique des estimations d'emploi afin de tenir compte de ces changements. Ces modifications sont susceptibles de générer des révisions sur les données.

La zone euro comble son retard conjoncturel

L'activité des économies avancées a accéléré au deuxième trimestre 2017, à + 0,7 %, après + 0,4 % au trimestre précédent. Aux États-Unis la croissance s'élèverait à + 2,1 % en 2017, après + 1,5 % en 2016, tandis qu'au Japon l'activité prendrait de l'élan (+ 1,6 % en 2017, après + 1,0 % en 2016). La croissance serait également robuste dans les économies émergentes. Dans la zone euro, l'activité continuerait d'accélérer, à + 2,2 % en prévision en 2017 après + 1,7 % en 2016 : elle résisterait au ralentissement du pouvoir d'achat des ménages grâce à la baisse du taux d'épargne notamment en Espagne et en Italie. Au Royaume-Uni en revanche, l'activité serait pénalisée par le ralentissement de la consommation et n'augmenterait que de + 1,5 % en 2017, après + 1,8 % en 2016. Au total, le commerce mondial, qui a déjà nettement accéléré depuis fin 2016, progresserait de 5,4 % en 2017 après + 1,6 % en 2016.

Le PIB progresse de 0,5 % par trimestre depuis la fin 2016

En France, la croissance est restée stable au deuxième trimestre 2017 (+ 0,5 %, après + 0,5 %). La consommation des ménages a accéléré, l'investissement progresse vigoureusement, mais les exportations, bien qu'en rebond, n'ont pas profité à plein de la demande extérieure en hausse. Le climat des affaires a continué de progresser cet été, s'établissant au plus haut depuis 2011, et la croissance conserverait un rythme solide d'ici la fin de l'année (+ 0,5 % par trimestre), pour atteindre + 1,8 % en moyenne en 2017. L'emploi marchand a continué de progresser vivement (+ 69 000 au T2 après + 52 000 au T1), et ralentirait un peu au second semestre du fait de la suppression de la prime à l'embauche. L'emploi non marchand baisserait quant à lui nettement, du fait de la réduction du nombre d'emplois aidés. Le taux de chômage, qui s'est établi à 9,5 % au deuxième trimestre, reculerait encore légèrement à 9,4 % en fin d'année.

Pour en savoir plus :

- « [Une croissance de l'emploi en suspend](#) », Insee Conjoncture Hauts-de-France n° 9, juillet 2017.
- « [Bilan économique 2016 – Hauts-de-France](#) », Insee Conjoncture Hauts-de-France n° 8, juin 2017.
- « La zone euro comble son retard conjoncturel », *Point de conjoncture*, Insee, octobre 2017.
- « [Croissance solide](#) », *Note de conjoncture*, Insee, juin 2017.

Insee Hauts-de-France
130 avenue du Président J.F. Kennedy
CS 70769
59034 Lille Cedex

Directeur de la publication :
Jean-Christophe Fanouillet

Rédactrice en chef :
Nadine Lhuillier

ISSN : 2492-4377
© Insee 2017



Insee
Mesurer pour comprendre